

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 13

Objet de la délibération : Eau Potable -
Contrat de Délégation du Service Public
de production d'eau potable pour les
communes d'Antibes, Biot, Roquefort les
Pins, La Colle sur Loup et Villeneuve
Loubet, avec VEOLIA EAU - Avenant n°9

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.228

Date de la convocation :

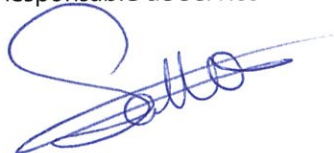
Le 02/11/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **17 NOV. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **17 NOV. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 08 novembre 2021

L'an deux mil vingt et un et le 08 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Serge AMAR, Michel MANAGO, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Frédéric POMA à Jean-Pierre CAMILLA, Eric MELE à Gérald LOMBARDO, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Thérèse DARTOIS à Sylvie MARCHAND, Marie ANASSE à Catherine LANZA, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Marinette LANGLAIS à Michel MANAGO, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Céline LAMBIN à Elisabeth DEBORDE, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI

ABSENTS :

Geneviève PIERRAT, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale pour la République, dite loi NOTRe, qui a modifié l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération n°CC.2019.32 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} avril 2019 portant sur la prise de la compétence « Approvisionnement en Eau Potable » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu le contrat de concession, en date des 25 et 29 juin 1964, par lequel le Syndicat intercommunal du Littoral de la Rive droite du Var (SILRDV) a délégué à la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, l'exploitation de l'ensemble de ses installations et ouvrages pour l'exploitation du service public d'eau potable, et ses différents avenants n°1 à n°8 ;

Considérant que le Syndicat intercommunal du Littoral de la Rive droite du Var était composé de communes appartenant à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. est devenue compétente en matière d'approvisionnement en eau potable sur son territoire, en lieu et place de ses Communes membres dont font partie les communes d'ANTIBES, BIOT, LA COLLE SUR LOUP, VILLEUNEUEVE LOUBET et ROQUEFORT LES PINS.

En outre, le SILRDV, composé des communes précitées et compétent en matière de production d'eau potable au 1^{er} janvier 2020, a été dissout de plein droit à compter de cette date.

En application de l'article L. 1321-2 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée au SILRDV en qualité d'autorité délégante et de cocontractant de la Société Veolia Eau dans l'exécution du contrat de délégation de service public précité à compter de cette date.

Cette substitution s'est accompagnée d'un regroupement des périmètres de production correspondant à l'ex-SILRDV d'une part, de production/distribution sur le périmètre d'Antibes et de distribution sur les périmètres de Biot et Roquefort les Pins d'autre part, nécessitant une réorganisation des différences arrivées à échéance et notamment de celle du contrat des 25 et 29 juin 1964 afin que puisse être lancée une seule et unique consultation ayant pour objet les périmètres ainsi redéfinis.

Par ailleurs, ce regroupement et la prolongation du contrat objet des présentes qu'il implique, donnerait lieu à une consolidation à la fois fonctionnelle, technique et financière des différents services d'eau sur ce territoire aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage C.A.S.A. pour ce qui est de la compétence Eau Potable.

En termes de gestion du service, ce regroupement permettrait de rassembler et d'associer les capacités de production et les réseaux de distribution sous un seul et même périmètre de gestion, dans l'optique notamment de capacités de péréquation renforcées entre les différents réseaux de distribution.

En termes financiers, le regroupement des services aurait pour conséquence de rassembler des comptes d'exploitation aujourd'hui distincts et d'ouvrir la voie à de potentielles mutualisations dans l'exploitation du service.

Le Conseil Communautaire a approuvé le choix de ce périmètre et celui d'une concession de service public concernant le mode de gestion par délibération en date du 8 octobre 2021.

Or, l'engagement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence tendant à l'attribution d'un contrat de concession de service public avec un tel périmètre ne permet pas l'attribution d'un tel contrat avant le 31 décembre 2022.

Compte-tenu de l'échéance le 26 août 2022 du contrat entre la C.A.S.A. et la société VEOLIA EAU en matière de production d'eau potable à l'attention des communes d'ANTIBES, BIOT, LA COLLE SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET et ROQUEFORT LES PINS, il est donc nécessaire soit de prolonger ledit contrat soit d'envisager un autre mode de gestion à retenir pour le service entre cette date et le 31 décembre 2022.

Dans ce contexte, la conclusion d'un avenant n°9 à l'actuel contrat de délégation de service public conclu entre la C.A.S.A. et la société VEOLIA apparaît la solution la plus adaptée et seule à même de garantir de manière optimale la continuité du service public durant la période du 27 août 2022 au 31 décembre 2022.

Ce dernier sera conclu sur le fondement de l'article L 3135-1 §5 du code de la commande publique « *Un contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, lorsque [...] 5° Les modifications ne sont pas substantielles ; [...]* ».

Considérant que ce projet a recueilli l'avis favorable de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 1^{er} octobre 2021 ainsi que l'avis favorable de la Commission d'Ouverture des Plis (COP) en date du 11 octobre 2021 ;

Dans ces conditions et afin d'assurer la continuité du service public de production d'eau potable, il est proposé d'établir un avenant n°9 ayant pour objet la prorogation du contrat de concession des 25 et 29 juin 1964 de quatre mois, soit du 26 août 2022 au 31 décembre 2022.

Cette modification qui n'affecte ni le périmètre géographique du contrat, ni la consistance des prestations confiées au concessionnaire du service public, s'effectue à conditions économiques constantes et n'augmente que très faiblement la durée du contrat, n'a donc pas vocation à changer la nature globale du contrat conformément à l'article L 3135-1 du Code de la Commande Publique.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°9 au contrat de concession entre la CASA et VEOLIA EAU, ayant pour objet la prolongation du contrat pour une durée de quatre mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver les incidences tarifaires découlant de cet avenant n°9 ;
- d'autoriser le Monsieur le Président à signer ledit avenant n°9 ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°9 au contrat de concession entre la CASA et VEOLIA EAU, ayant pour objet la prolongation du contrat pour une durée de quatre mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022, dont le projet est joint en annexe ;

- d'approuver les incidences tarifaires découlant de cet avenant n°9 ;
- d'autoriser le Monsieur le Président à signer ledit avenant n°9 ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 08 novembre 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



AVENANT N° 9

AU CONTRAT DE CONCESSION DIT DU « SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU LITTORAL DE LA RIVE DROITE DU VAR POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE »

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qu'il détient et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire n°.....en du 8 novembre 2021,

Ci-après dénommée « **L'Autorité Délégante** »,

D'une part,

ET :

La société Veolia-Eau Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par Actions, dont le siège social est 21 rue de La Boétie – 75008 Paris, immatriculée sous le numéro B572 025 526 RCS PARIS, et faisant élection de domicile pour les présentes au 12 boulevard René Cassin 06293 Nice Cedex 3 représentée par Monsieur Mickael BOUCHER, Directeur du Territoire Alpes-Maritimes, agissant au nom et pour le compte de la Société,

Ci-après dénommée « **Le Délégataire** »,

D'autre part.

PREAMBULE

Par contrat de concession en date des 25 et 29 juin 1964, le Syndicat intercommunal du Littoral de la Rive droite du Var a délégué à la société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux l'exploitation de l'ensemble de ses installations et ouvrages en vue de la fourniture d'eau aux différentes communes membres.

Depuis le début du contrat, huit avenants ont été approuvés et sont détaillées ci-après :

- Avenant n°1, du 2 avril 1991, ayant pour objet les conditions dans lesquelles le syndicat entend prendre en compte les travaux et études réalisées par la Compagnie, enregistré en sous-préfecture le 4 avril 1991 ;
- Avenant n°2, du 24 février 1992, ayant pour objet l'adaptation des stipulations contractuelles techniques et financières aux nouveaux ouvrages réalisés, enregistré en sous-préfecture le 30 mars 1992 ;
- Avenant n°3, du 25 août 1992, ayant pour objet de prendre en considération l'incidence du surcoût d'exploitation lié à la mise en service des ouvrages prévus au projet de 150 MFR TTC, enregistré en sous-préfecture le 27 août 1992 ;
- Avenant n°4, du 5 novembre 1993, ayant pour objet la modification du tracé des tronçons 2 et 3 du feeder, enregistré en sous-préfecture le 20 novembre 1993 ;
- Avenant n°5, dit avenant de synthèse, du 8 novembre 1999, ayant pour objet la reformulation des conditions d'exploitation en gestion déléguée du service de production et de transport d'eau potable, enregistré en sous-préfecture le 24 novembre 1999 ;
- Avenant n°6, ayant pour objet la prise en compte de l'évolution de la structure de la Compagnie générale des eaux/VIVENDI et le transfert du contrat, enregistré en sous-préfecture le 31 janvier 2001 ;
- Avenant n°7, ayant pour objet le rétablissement de l'équilibre du contrat compte-tenu d'une marge importante pour le délégataire et la mise en œuvre d'un programme de travaux, enregistré en sous-préfecture le 27 février 2006 ;
- Avenant n°8, du 17 septembre 2014, ayant pour objet de confier au délégataire le financement et la réalisation d'études et de travaux de sécurisation du feeder littoral ; de confirmer la rémunération du délégataire dans le cadre de la révision quinquennale ; d'acter les nouvelles modalités de révision de la rémunération du délégataire suite à l'arrêt de la publication d'un indice précédemment utilisé ; d'acter les tableaux d'amortissement des investissements au titre des avenants n°5 et 7 ; d'acter la durée du contrat ; d'acter les nouvelles modalités de révision de la rémunération du délégataire suite à l'arrêt de la publication d'un indice précédemment utilisé, enregistré en sous-préfecture le 24 septembre 2014 ;

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale pour la République, dite loi NOTRe, a modifié l'article L.5216-5 du code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2020.

A compter de cette date, la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis (ci-après la C.A.S.A.) s'est vue transférer cette compétence de plein droit par ses vingt-quatre communs membres dont font partie les communes d'ANTIBES, BIOT, LA COLLE SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET et ROQUEFORT LES PINS.

En outre, le SILRDV, composé des communes précitées et compétent en matière de production d'eau potable au 1^{er} janvier 2020, a été dissout de plein droit à compter de cette date.

En application de l'article L.1321-2 du CGCT, la C.A.S.A. s'est substituée à ce dernier en qualité d'autorité délégante et dans l'exécution du contrat de délégation des 25 et 29 juin 1964 et ses 8 avenants.

Cette substitution s'est accompagnée d'un regroupement des périmètres de production correspondant à l'ex-SILRDV d'une part, de production/distribution sur le périmètre d'Antibes et de distribution sur les périmètres de Biot et Roquefort les Pins d'autre part, nécessitant une réorganisation des différences arrivées à échéance et notamment de celle du contrat des 25 et 29 juin 1964 afin que puisse être lancée une seule et unique consultation ayant pour objet les périmètres ainsi redéfinis.

Par ailleurs, ce regroupement et la prolongation du contrat objet des présentes qu'il implique, donnerait lieu à une consolidation à la fois fonctionnelle, technique et financière des différents services d'eau sur ce territoire aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage CASA pour ce qui est de la compétence Eau Potable.

En termes de gestion du service, ce regroupement permettrait de rassembler et d'associer les capacités de production et les réseaux de distribution sous un seul et même périmètre de gestion, dans l'optique notamment de capacités de péréquation renforcées entre les différents réseaux de distribution.

En termes financiers, le regroupement des services aurait pour conséquence de rassembler des comptes d'exploitation aujourd'hui distincts et d'ouvrir la voie à de potentielles mutualisations dans l'exploitation du service.

Le Conseil Communautaire a approuvé le choix de ce périmètre et celui d'une concession de service public concernant le mode de gestion par délibération en date du 8 octobre 2021.

Or, l'engagement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence tendant à l'attribution d'un contrat de concession de service public avec un tel périmètre ne permet pas l'attribution d'un tel contrat avant le 31 décembre 2022.

Compte-tenu de l'échéance le 26 août 2022 du contrat entre la CASA et la société VEOLIA EAU en matière de production d'eau potable à l'attention des communes d'ANTIBES, BIOT, LA COLLE SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET et ROQUEFORT LES PINS, il est donc nécessaire soit de prolonger ledit contrat soit d'envisager un autre mode de gestion à retenir pour le service entre cette date et le 31 décembre 2022.

Or, compte-tenu du contexte, et s'il est *in fine* fait le choix du maintien du mode de gestion actuel pour le service à compter du 1^{er} janvier 2023, il n'apparaîtrait pas opportun d'un point de vue technique et de la nécessaire continuité du service, de changer provisoirement le mode de gestion pour l'exploiter en régie.

Dans ce contexte, la conclusion d'un avenant n°9 à l'actuel contrat de délégation de service public conclu entre la CASA et la société VEOLIA apparaît la solution la plus adaptée et seule à même de garantir de manière optimale la continuité du service public durant la période du 27 août 2022 au 31 décembre 2022.

Ce dernier sera conclu sur le fondement de l'article L 3135-1 §5 du code de la commande publique:

« Un contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, lorsque :

[...]

5° Les modifications ne sont pas substantielles ;

[...] »

Dans cette perspective, la CASA a sollicité :

- L'examen de la Direction des finances publiques en application des articles L.3114-8 et R.3114-2 du code de la commande publique ;
- L'avis de la Commission des Délégations de Service Public en application de l'article L.1411-6 du code général des collectivités territoriales.

Ce projet a recueilli l'avis favorable de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 1^{er} octobre 2021 ainsi que l'avis favorable de la Commission d'Ouverture des Plis (COP) en date du 11 octobre 2021.

Dans ces conditions et afin d'assurer la continuité du service public de production d'eau potable, il est proposé d'établir un avenant n°9 ayant pour objet la prorogation du contrat de concession des 25 et 29 juin 1964 de quatre mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Cette modification qui n'affecte ni le périmètre géographique du contrat, ni la consistance des prestations confiées au concessionnaire du service public, s'effectue à conditions économiques constantes et n'augmente que très faiblement la durée du contrat, n'a donc pas vocation à changer la nature globale du contrat conformément à l'article L 3135-1 du Code de la Commande Publique.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- De prolonger le contrat jusqu'au 31 décembre 2022 ;

ARTICLE 1.1 : LA PROLONGATION

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée du contrat conclu entre les parties jusqu'au 31 décembre 2022 afin d'assurer la continuité du service public de production distribution d'eau potable et de tenir compte des difficultés rencontrées par la C.A.S.A. pour relancer une procédure de renouvellement du contrat. Cette prolongation de quatre mois correspond strictement au délai nécessaire pour permettre au Conseil Communautaire de la C.A.S.A. de délibérer sur le choix du mode de gestion à retenir et à l'organisation d'une procédure de renouvellement du contrat de délégation de service public, s'il s'agit du mode de gestion retenu.

Dans ces conditions, l'article 3 du contrat intitulé « Entrée en vigueur et durée du contrat » issu de l'avenant n°3 conclu entre les parties est modifié comme suit :

« ARTICLE 1.1.1 - DUREE

La durée du Contrat est prorogée de 28 ans et 4 mois, soit du 26 août 1994 au 31 décembre 2022 date de la nouvelle échéance contractuelle. »

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES

L'avenant prendra effet à la date de notification de la Collectivité sous réserve d'enregistrement des services du contrôle de légalité. Toutes les dispositions du Contrat et des avenants n°1 à 8, non expressément modifiées par le présent avenant n° 9 demeurent applicables.

ARTICLE 3 : RENONCIATION A RECOURS

Le Déléataire renonce à tout recours à l'encontre de l'autorité délégante du fait de la prolongation du Contrat par le présent avenant.

Fait en trois exemplaires originaux à Valbonne, le

Pour l'Autorité Délégante
La Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président,

Monsieur Jean LEONETTI

Pour le Déléataire

La société Veolia-Eau Compagnie Générale
des Eaux,

Le Directeur de territoire,

Monsieur Mickael BOUCHER

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte :	08/11/2021
Numéro :	CC_2021_228
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Contrat de Délégation du Service Public de production d'eau potable pour les communes d'Antibes, Biot, Roquefort les Pins, La Colle sur Loup et Villeneuve Loubet, avec VEOLIA EAU - Avenant n.9
Matière :	8.8 - Environnement
Interlocuteur	
Nom :	LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant :	SpgKb4i
---------------	---------

Accusé de réception préfecture

Date de réception :	17/11/2021
Identifiant :	006-240600585-20211108-CC_2021_228-DE

Acte reçu

Date :	08/11/2021
Numéro interne :	CC_2021_228
Code nature :	1
Code matière 1 :	8
Code matière 2 :	8
Objet :	Contrat de DÃ©lÃ©gation du Service Public de production d'eau potable pour les communes d'Antibes, Biot, Roquefort les Pins, La Colle sur Loup et Villeneuve Loubet, avec VEOLIA EAU - Avenant n.9
Classification utilisée :	29/08/2019
Document :	99_DE-006-240600585-20211108-CC_2021_228-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1	99_SE-006-240600585-20211108-CC_2021_228-DE-1-1_2.PDF
------------	---

N